

« INSÉCURITÉ MANAGÉRIALE » ET DÉSINFORMATION

Le rédacteur en chef par intérim du BRI de Grenoble vient de quitter ses fonctions. En guise de communication, une simple information orale sans annonce préalable lors de la conférence de rédaction du 31 janvier par le directeur régional. Les causes de son départ : « l'insécurité managériale ». Un sentiment partagé, semble-t-il, par l'ensemble des adjoints.

Un départ qui n'a aucun lien avec les propos et les comportements paternalistes, dévalorisants ou sexistes vis-à-vis de nos 4 collègues femmes ? Aucun lien non plus avec des propos pour tenter de dissuader une salariée de prendre des mandats de représentation du personnel ?

Pas du tout, car le directeur régional d'Auvergne-Rhône-Alpes a déclaré qu'aucune faute ne lui était reprochée.

Les témoignages écrits et circonstanciés de 4 jeunes journalistes femmes sont accablants mais ils ne comptent pas. « Elles » ne comptent pas. En niant leurs paroles, c'est leur sentiment d'insécurité face à un manager, leur intégrité qui est remise en question. Par un insupportable renversement de situation, elles sont devenues les responsables et la cause du départ de leur supérieur hiérarchique, qui devient de fait une victime.

Pourtant, ce départ sonne comme un aveu. A aucun moment, contrairement aux rumeurs que certains colportent, la tête de quelqu'un n'a été réclamée. Mais les représentants du personnel étaient dans le devoir d'intervenir au vu de la situation de détresse des salariées concernées.

Dans la ligne de mire aussi, les syndicats et représentants du personnel, « briseurs » de sérénité et d'ambiance, qui ont soutenu leurs collègues. Pour le confort ou l'ambition de certains, il aurait été plus opportun de taire ces agissements. S'indigner des discriminations ou du sexisme dans un reportage est une chose. Appliquer les bonnes pratiques dans notre propre entreprise en est visiblement une autre, pour la direction AURA.

Une fois de plus, la direction ne prend pas ses responsabilités, ne respecte pas ses obligations, délégitime la parole des élus et instrumentalise une situation à son avantage.

Derrière un discours de bienveillance, nos dirigeants jettent l'opprobre sur les salariés et leurs représentants. L'antenne des Alpes déjà fragilisée n'avait pas besoin de cette manœuvre de désinformation.

Grenoble, le 1^{er} février 2022